

Accords fiscaux—Loi

Il y a déjà plusieurs semaines, des représentants de l'Université de Waterloo ont dit au Comité permanent de la recherche, de la science et de la technologie que de plus en plus d'enseignants quittaient l'université. Par exemple, le doyen de la Faculté de mathématiques, qui est la plus grande faculté de mathématiques au monde, a quitté Waterloo pour l'Université du Tennessee, même pas Harvard, Yale ou Princeton. Il a justifié son départ en dénonçant le climat déplorable qui règne au Canada dans le domaine de la recherche. Il a dit qu'il en avait assez de se battre chaque fois qu'il avait besoin d'un nouvel appareil, même petit et peu coûteux.

[Français]

Encore tout récemment, monsieur le Président, un éminent chimiste de l'Université de Waterloo, le professeur Giacinto Scoles, annonçait son départ pour l'Université de Princeton, dans son cas à lui. Tout en souhaitant un changement de carrière, le professeur Scoles aurait préféré poursuivre sa carrière ici au Canada. Mais aucune institution canadienne ne pouvait lui fournir même le dixième des subventions qui lui seront accordées à Princeton, nécessaires à l'achat d'un laser, ce avec quoi il fait son travail.

Cet hiver, monsieur le Président, j'ai reçu une lettre d'une mère s'inquiétant de l'avenir de son fils. Je vous lis un extrait de cette lettre:

«Mon fils termine ses études supérieures en chimie physique en novembre 1986, et ensuite, c'est l'inconnu. Il s'est mis à la recherche d'un emploi pour novembre, mais partout où il se présente, on lui répond la même chose: «Pas de poste parce que nous n'avons pas de crédits.»

Depuis qu'il est parti à l'université en novembre 1985, trois jeunes chercheurs en chimie, qu'il a rencontrés là-bas, ont quitté le Canada et sont partis aux États-Unis.

Si mon fils ne trouve pas de travail en Ontario ou au Québec, n'importe où au Canada, il n'aura pas le choix. Et cela voudrait dire que mes deux fils seront obligés de vivre aux États-Unis parce que le Canada ne s'occupe pas de ses jeunes chercheurs scientifiques.»

Ce n'est pas le cas de cette mère seulement, monsieur le Président, il y en a bien d'autres.

[Traduction]

Dans d'autres pays, il est entendu qu'on doit investir dans l'enseignement. J'emploie délibérément le terme «investir», car les députés ministériels parlent du déficit et de la nécessité de réduire les dépenses et je me demande parfois s'il y en a parmi eux qui comprennent la différence entre investir et dépenser de l'argent. Y a-t-il investissement plus logique que dans l'enseignement et dans les jeunes de notre pays?

J'ai ici une annonce de l'État de la Californie parue dans un récent numéro de la revue *The Economist*. On y souligne que par rapport à tous les autres États, la Californie est celui qui investit le plus dans l'enseignement public, que ce soit dans les écoles primaires, les écoles secondaires, les universités ou les établissements d'enseignement supérieur. L'annonce dit ceci: «Nous dépenserons 21.6 milliards de dollars cette année, soit une augmentation de 35 p. 100 en trois ans.»

Un article sur le Massachusetts paru dans un récent numéro de la revue *Time* souligne le faible taux de chômage de 4 p. 100 enregistré dans cet État et il démontre clairement le rôle important que jouent les universités de la région de Boston dans le développement économique de cet État et la situation de l'emploi.

J'ai d'autres exemples tirés d'autres pays. Il y a une annonce de l'Irlande du Nord parue dans un récent numéro de la revue

The Economist. Elle dit: «L'industrie peut profiter du soutien remarquable qu'apporte l'Irlande du Nord à la R & D». Elle poursuit en disant que l'Université Queen de Belfast et l'Université de l'Ulster produisent des diplômés hautement compétents et travaillent en étroite collaboration avec l'industrie dans des domaines comme la robotique, l'automatisation industrielle et la conception et la fabrication assistées par ordinateur. Nous connaissons Belfast pour d'autres raisons, mais son excellence dans le domaine de l'enseignement et le fait qu'elle produit des diplômés de premier plan sont peut-être moins connus.

L'*East Kilbride* d'Ecosse a fait paraître dans cette revue une annonce où l'on souligne que les cinq universités les plus prestigieuses d'Ecosse se trouvent à moins d'une heure de route entre elles et offrent un nombre enviable de diplômés ainsi que d'installations de recherche et de développement.

[Français]

Revenons au Canada, monsieur le Président. Regardons ce qui se passe avec ce gouvernement, avec le gouvernement progressiste conservateur. Qu'a fait le gouvernement pour remédier à la situation ici au Canada? En vérité, il a tout fait pour rendre la situation plus désastreuse. Le gouvernement progressiste conservateur, on le sait très bien, veut réduire ses contributions à l'éducation postsecondaire et à la santé par quelque 8 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. C'est beaucoup d'argent pour nos universités et nos collèges qui souffrent déjà de problèmes financiers importants.

En effet, monsieur le Président, le financement des universités et des collèges n'a augmenté que de 2.5 p. 100 en termes réels depuis 1977-1978, alors que le nombre d'étudiants a augmenté en flèche de 27 p. 100 dans le cas des universités et de 36 p. 100 dans le cas des collèges.

Vu l'intérêt national dans l'enseignement postsecondaire, le gouvernement libéral avait créé une commission pour étudier cette question.

La Commission Johnson avait recommandé que les transferts fédéraux aux fins de l'enseignement postsecondaire augmentent au même rythme que les subventions d'exploitation versées par les provinces aux universités et aux collèges. La Commission voulait encourager les provinces à augmenter leurs contributions à l'enseignement au même rythme que le gouvernement fédéral, mais le gouvernement conservateur a rejeté les conclusions de la Commission. Il a choisi de réduire les dépenses fédérales et de couper dans les transferts aux provinces, et c'est tout.

Écoutons ce que disait le secrétaire d'État (M. Bouchard) au mois de février:

Les provinces reçoivent des montants d'argent du fédéral mais c'est à elles . . .

. . . c'est aux provinces . . .

. . . d'affecter cet argent selon leur priorité.

Pas un mot à dire pour le gouvernement fédéral, c'est aux provinces d'affecter l'argent en matière d'enseignement. Mais avec le gouvernement conservateur, on est habitué aux revirements. En avril, seulement deux mois après cette déclaration, M. Bouchard avait changé d'idée, et je le cite dans une déclaration ou dans une entrevue qu'il avait accordée au journal *La Presse*. Il disait: